

Plus de 7000 artistes suisses s'engagent pour la diversité culturelle garantie selon eux par le maintien de la redevance finançant la SSR

# La culture vent debout contre No Billag

CORINNE JAQUIÉRY

**Votation** ► Treize télévisions régionales, vingt et une radios locales et les trois télévisions et radios nationales tessinoises, alémaniques et romandes pourraient disparaître si l'initiative No Billag passe la rampe le 4 mars. Plus de 7000 créateurs helvétiques lancent un appel à voter non pour préserver la diversité culturelle. «L'initiative n'est pas seulement un danger pour la culture, mais aussi pour la démocratie directe qui fait la force de notre pays», s'effraie Martin Zimmermann, chorégraphe, metteur en scène et performer, dont le spectacle *Hallo* a conquis le public romand l'an dernier.

Signataire de l'appel, il a rejoint Stress, Alain Morisod, Brigitte Rosset, Franz Treichler du groupe The Young Gods, ou encore Christian Wicky, auteur, compositeur, interprète et guitariste des groupes Favez et The Company of Men qui s'enflamme à l'idée que les radios musicales nationales disparaissent: «Avec mes groupes, j'ai eu la chance de tourner dans le monde entier grâce au soutien de nos radios et de nos télévisions nationales. Ne tuez pas la prochaine génération de musiciens suisses indépendants, ne tuez pas Couleur 3, Rete 3 ou Virus!»

## «Une atteinte inouïe à nos libertés!»

«Sans Espace 2, nous ne pourrions pas conserver de traces des créations que nous programmons à Archipel, note Marc Texier, directeur du festival genevois. La musique contemporaine n'intéresse pas les radios privées. Pour garder ces traces, nous devrions enregistrer nous-mêmes, ce qui affecterait notre budget. Nous ne sommes d'ailleurs pas les seuls à apprécier le travail d'Espace 2, la musique folklorique suisse pourrait aussi en souffrir.» Un constat que les associations faitières de musique chorale en Suisse romande et alémanique ont fait, puisqu'elles ont pris la décision de ne pas soutenir No Billag.

Quant à Denis Maillefer, metteur en scène et codirecteur de La Comédie de Genève qui signe l'appel, il prend le ton de l'humour pour dire combien l'initiative pourrait s'avérer néfaste à la culture en général: «No Billag: No Federer, No Shakespeare, No théâtre, No movie, No jazz, no.» Enfin Tamara Bacci, artiste (danse) craint quant à elle l'uniformisation de la pensée: «Je crains le formatage qui pourrait ad-

**Christian Wicky: «Avec mes groupes, j'ai eu la chance de tourner dans le monde entier grâce au soutien de nos radios et de nos télévisions nationales»**

MATHIEU BERNARD-REYMOND



venir s'il n'y avait plus la possibilité d'être informé par des médias indépendants, soutenus par l'Etat.»

Aujourd'hui, la mission d'information et de maintien de la diversité culturelle des radios et télévisions nationales est clairement définie par l'article 93.2 de la Constitution: «La radio et la télévision contribuent à la formation et au développement culturel, à la libre formation de l'opinion et au divertissement. Elles prennent en considération les particularités du pays et les besoins des cantons. Elles présentent les événements de manière fidèle et reflètent équitablement la diversité des opinions.» Le texte de No Billag dénierait toute responsabilité de la Confédération: «[La Confédération] ne subventionne aucune chaîne de radio ou de télévision.»

Une catastrophe pour Michel Bühler, l'un de premiers artistes à s'être indigné avec une chronique parue dans *Le Courrier* mi-novembre. «Plus rien dans le nouveau texte proposé par l'initiative sur l'importance de la diversité de la culture et des opinions en Suisse. De plus, dans notre démocratie, l'Etat représente le peuple, vous et moi. Nous n'aurions donc plus jamais le droit de soutenir une chaîne publique? C'est une atteinte inouïe à nos libertés!»

Contacté par l'ATS, Nicolas Jutzet, président du comité romand de No Billag ne voit pour sa part aucun danger pour la culture dans le texte soumis au peuple le 4 mars. «Sans

redevance, la SSR et les médias régionaux pourront continuer à soutenir les artistes à leur donner une plateforme, mais avec des financements privés. Nous ne nous attaquons pas à la culture, nous remettons en cause un système de financement dépassé qui avantage certains acteurs.»

Néanmoins, plus de 50 organisations, fondations et autres associations culturelles romandes, régionales et nationales se sentent menacées et soutiennent l'appel des créateurs. «Tout le monde est conscient qu'il y a des choses à améliorer dans le fonctionnement de la SSR, mais ce n'est pas une raison pour jeter le bébé avec l'eau du bain», indique Nicolas Couchepin, écrivain, vice-président du comité de l'AdS (Association des autrices et auteurs de Suisse), l'une des nombreuses associations d'acteurs culturels à s'élever contre l'initiative. «Je crois que nous avons oublié ce que cela signifie de bénéficier d'informations politiques ou d'émissions culturelles pour se forger une opinion. Il faudrait le rappeler d'une manière ou d'une autre.»

## Cohésion sociale et nationale

Pour Thierry Luisier, secrétaire général de toute nouvelle FRAS (Fédération romande des arts de la scène) qui réunit les théâtres d'accueil et de création de Suisse romande, il est indispensable pour ces institutions de bénéficier de relais médiatiques capables de s'intéresser notamment à la création émergente ou moins

populaire pour stimuler l'intérêt du public. «La force de la Suisse est de défendre ses minorités, que cela soit en matière de culture ou de politique.»

Depuis quelques mois, des élans collectifs tentent d'inverser la tendance qui donne les initiants vainqueurs, tous domaines artistiques confondus: Médias pour tous notamment qui vient de lancer une action de *crowdfunding* pour financer la campagne contre l'initiative. Ou la SSA (Société suisse des auteurs) dont le directeur Jürg Ruchti met en garde sur «l'impact négatif qu'aurait une acceptation de No Billag sur la production, la diversité et la visibilité des artistes artistes qui verraient leurs droits d'auteur diminuer.»

Quant à l'IFPI Suisse (Association des labels de musique suisses), elle s'engage fortement, elle aussi, contre No Billag notamment pour des questions de vivre ensemble. Christian Figuera, du label indépendant lausannois Two Gentlemen (notamment The Young Gods et Sophie Hunger), considère que la majorité de ses artistes ne trouveront plus de plate-forme dans le futur paysage médiatique et craint les conséquences négatives du point de vue national: «La culture et la musique constituent des liens importants pour la cohésion sociale et nationale, c'est pourquoi il est essentiel que nous conservions, en tant que pays multilingue, les canaux de diffusion de notre musique.»

ÉDUC

«NÉ P

«Né pour  
projet na  
distribués  
livres à d  
lire» a ét  
la Journ  
diatres, l  
Suisse re  
un coffr  
ment le  
qui facil  
monde  
besoin d  
rappelle  
est nota  
culture.

INST

TONY  
LA C

C'est ur  
à la Cav  
autre q  
culte q  
l'avant-  
la batt  
de vidé  
et perc

Ce soir,

GEN

VER  
BYZ

La cha  
ra jeu  
concer  
verniss  
du pe  
organ  
poursu  
talents  
sant le  
Maroc  
Je 11 ja  
14 rue

JAZ

GEY  
ENT

Trois a  
improv  
sur les  
Patrice  
Ganes  
dans u  
suivre  
chaper  
Je 11 ja  
Vevey.

PAT

LE F  
UNE

Le Pri  
à La N  
fondat  
2006  
gion d  
turelle  
teau f  
fecté e  
péries